



# RAPPORT ANNUEL 2017



**IEDM**

Des idées  
pour une société  
plus prospère



Je ne crois pas que la solution à nos problèmes soit simplement d'élire les bonnes personnes. Le plus important est plutôt d'établir un climat d'opinion qui fera en sorte que les mauvaises personnes trouveront qu'il est politiquement rentable de faire les bonnes choses.

*- Milton Friedman*

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

...

### **PRÉSIDENTE DU CONSEIL :**

Hélène Desmarais

### **ADMINISTRATEURS :**

Jean Bernier

Randall Birks

Reuven Brenner

Léon Courville

Stéphan D. Crétier

Jacques Drouin

Nathalie Elgrably-Lévy

Richard Hylands

Michel Kelly-Gagnon

Stéphanie Kennan

Normand Lebeau

George F. Lengvari Jr.

Marc Meunier

Pierre Simard

Guy Tremblay

## LE BUREAU DES GOUVERNEURS

...

L'honorable Baljit S. Chadha, c.p.

Eric Boyko

Mario Charpentier

Jean-Guy Desjardins

Daniel R. Dorey, MBA

Marcel Dutil, C.M.

François Hudon

Dr Léo-Paul Landry

Donald J. Johnston

Bernard Lord

Reford MacDougall, C.M.

Dr Eleanor Nicholls

Adrien D. Pouliot

Yves Rabeau

Jeremy H. Reitman

Maureen Sabia

Dennis Sharp

# LE PERSONNEL

...



**Michel Kelly-Gagnon**  
Président et directeur général



**Mathieu Bédard**  
Économiste



**Pascale Déry**  
Vice-présidente,  
communications  
et développement

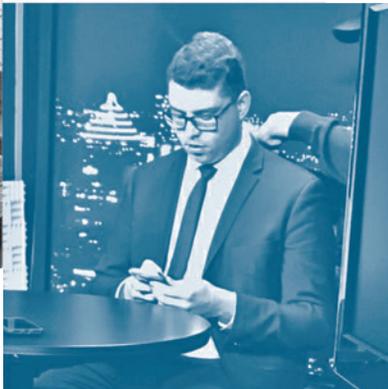


**Jasmin Guénette**  
Vice-président aux opérations



**Sabine Clavel**  
Adjointe administrative

**Carole Fiset**  
Coordonnatrice, développement et administration



**Alexandre Moreau**  
Analyste en politiques publiques



**Kevin Brookes**  
Analyste en politiques publiques

**Alexandre Bernier**  
Stagiaire



**Bradley Doucet**  
Réviseur et traducteur

**Martin Masse**  
Rédacteur et réviseur principal

**Patrick Déry**  
Rédacteur et analyste en politiques publiques



**Germain Belzile**  
Chercheur associé  
senior, département des  
interventions  
liées à l'actualité

## MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

...

L'IEDM a lancé ses activités dans la forme qu'on lui connaît aujourd'hui il y a près de vingt ans. Dès le début, nous avons pris la décision stratégique de rendre toutes nos publications disponibles dans les deux langues officielles, même si la majorité des sujets que nous abordions concernaient alors pour l'essentiel le Québec. Tout d'abord pour s'assurer de rejoindre nos concitoyens québécois anglophones. Mais aussi pour que tous ceux qui s'intéressent aux solutions fondées sur la concurrence et le libre choix dans le reste du pays puissent s'inspirer de nos débats, sur la santé et l'éducation par exemple, qui sont souvent similaires à ceux qui ont cours dans les autres provinces.

L'IEDM s'est toutefois assez rapidement intéressé, dès le milieu des années 2000, à des dossiers d'intérêt pancanadien comme les barrières au commerce interprovincial, la gestion de l'offre en agriculture, le processus d'approbation des médicaments et les finances du gouvernement fédéral. Depuis, cette expertise pancanadienne n'a cessé de grandir, mais ceci tout en conservant toujours par ailleurs notre « perspective québécoise ».

Pour toutes sortes de raisons, dont les barrières culturelle et linguistique, les Québécois sont malheureusement trop souvent à l'écart des débats pancanadiens sur les politiques publiques. Il y avait donc là une niche à combler, et c'est ce que nous nous sommes efforcés de faire. L'IEDM était, à ses débuts, une voix présentant une perspective de libre marché *au* Québec. Au fil des ans, nous sommes aussi devenus une voix *du* Québec présentant des solutions de marché à travers le Canada, sur des questions qui intéressent tous les Canadiens.

Ces dernières années, nos chercheurs sont par exemple devenus des experts, fréquemment cités à travers le pays, sur les politiques touchant l'industrie pétrolière et gazière, l'industrie forestière, et la réglementation des télécommunications et du secteur aérien, pour ne nommer que quelques sujets parmi les plus importants abordés



HÉLÈNE  
DESMARAIS

au cours de la dernière année. De plus, en 2017, nous sommes revenus sur les mêmes questions toujours d'actualité que sont les barrières interprovinciales, l'accès aux médicaments, la gestion de l'offre et la fiscalité fédérale, avec un impact médiatique encore plus grand, dans les deux langues et sur toutes les plateformes médiatiques canadiennes, qu'une douzaine d'années auparavant.

Cet appétit pour notre expertise et notre perspective unique en provenance du Québec continue de s'accroître à mesure que notre couverture médiatique explose dans tous les régions du pays et que l'IEDM devient une organisation partout reconnue, comme vous le constaterez dans le Message du président-directeur général. Il s'agit d'une tendance lourde pour notre organisation et nous comptons bien consacrer les ressources nécessaires pour répondre à cette demande au cours des prochaines années.

Les politiques publiques québécoises resteront évidemment toujours une priorité pour nous, et il n'est pas question d'y accorder moins d'importance. Mais l'IEDM va poursuivre son expansion pancanadienne en élargissant son travail de terrain, notamment au moyen d'entente de collaboration avec des organisations similaires dans les autres provinces, et en multipliant les contacts avec les élus et fonctionnaires qui s'intéressent à nos travaux à Ottawa et dans les autres capitales provinciales.

Cette expansion en cours n'aurait bien sûr jamais été possible sans la généreuse contribution de tous nos supporters partout au pays, qu'il s'agisse de fondations

privées albertaines, d'entreprises basées à Toronto ou de donateurs individuels à Vancouver et Montréal. En tant qu'organisme sans but lucratif qui ne sollicite ni n'accepte de financement gouvernemental, nous dépendons en effet de vous tous pour financer nos recherches, payer les salaires de notre dynamique équipe, et poursuivre notre mission d'éducation économique, ceci avec une indépendance éditoriale sans compromis. Votre appui nous a permis encore une fois en 2017 d'accroître notre budget, qui s'élève maintenant à 2,8 millions \$.

Le conseil d'administration de l'IEDM s'est enrichi l'année dernière d'un nouveau membre, Marc Meunier, un homme d'affaires montréalais qui dirige depuis plus de 25 ans une firme spécialisée en formation sur mesure en milieu de travail. M. Meunier fut d'ailleurs impliqué dans une version antérieure de l'IEDM, et ce dès 1987. L'entrepreneur à succès Eric Boyko, qui siégeait depuis plusieurs années sur notre conseil d'administration, a quant à lui joint les rangs de notre bureau des gouverneurs.

À l'aube de ses vingt ans, l'IEDM est devenu l'une des sources incontournables pour quiconque s'intéresse à la façon dont notre société est et devrait être gouvernée. L'IEDM s'est imposé sur le marché canadien des idées grâce à la pertinence et à la rigueur de ses interventions. Je vous invite à renouveler votre appui si, comme moi, vous croyez que le Québec et le Canada ne s'en porteront que mieux si cette présence continue de grandir.

*Aéline Desmarais*

## MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

...

Cela fait dix-neuf ans que l'IEDM met de l'avant des solutions de marché aux politiques publiques du Québec. Notre travail en est un de longue haleine. Modeste à ses débuts, notre influence sur les débats se fait de plus en plus sentir, comme vous le constaterez dans ce Rapport annuel. Il est par ailleurs indéniable que les prises de positions de nos chercheurs correspondent souvent à celles d'une large proportion de nos concitoyens, comme le montrent les sondages sur des dossiers spécifiques que nous commandons chaque année. Nos interventions donnent une voix à cette majorité silencieuse. Les médias et les décideurs le savent. Pour toutes ces raisons, l'IEDM est devenu une référence incontournable et notre voix porte aujourd'hui beaucoup plus loin.

Ces résultats sont remarquables et très encourageants. Mais le plus excitant se trouve encore devant nous. Après avoir fait le bilan de l'année qui vient de se terminer, je veux vous faire part d'une nouvelle étape dans notre développement, dont nous avons déjà posé les premiers jalons et que nous allons graduellement mettre en œuvre dans les mois et années à venir, qui fera de l'IEDM une organisation encore plus efficace et influente.

A portrait of Michel Kelly-Gagnon, the President and General Director of IEDM. He is a middle-aged man with short brown hair, wearing glasses, a white shirt, a patterned tie, and a dark suit jacket. The portrait is overlaid with a semi-transparent blue filter.

MICHEL  
KELLY-  
GAGNON

# NOTRE IMPACT MÉDIATIQUE

...

C'est devenu presque une tradition dans ce Rapport annuel. Si l'on fait exception de quelques années atypiques, notre couverture médiatique continue de battre des records année après année. En 2017, nos travaux ont été mentionnés **9664 fois** dans les médias canadiens – mais aussi dans ceux d'autres pays –, soit en moyenne **26 fois par jour**, ce qui constitue une **hausse de 20 %** par rapport à l'année précédente. Encore une fois cette année, nos chercheurs ont été particulièrement actifs dans la publication de billets de blogue et d'articles d'opinion sur diverses plateformes, et surtout dans les grands journaux du pays, avec un total de 248.

**The CRTC doesn't need to meddle in Canada's broadband market**

09/01/2017

**Globe editorial: Why subsidies for electric cars are a bad idea for Canada**

07/07/2017

**Why we need a global non-aggression pact among airliners**

10/08/2017

**Ontario taps Jim Peterson as softwood lumber envoy**

24/04/2017



**When it comes to corporate taxes, why wait for Trump?**

02/10/2017

**U.S. demands end to Canada's supply management as part of NAFTA negotiations**

16/10/2017

**It's in the U.S. and Canada's interests to mutually lift some trade barriers**

25/02/2017

**Stingray CEO's attack on Quebec tax credits floats over what they've done to boost Montreal**

22/06/2017

Ce n'est pas seulement le nombre de mentions médiatiques qui compte, mais aussi l'influence des médias qui nous mentionnent et publient nos textes. Ainsi, le *Globe and Mail* a publié huit de nos articles d'opinions, soit deux fois plus qu'en 2016. Il nous a mentionné onze fois dans des articles, consacrant même tout un éditorial à l'une de nos études. Cela montre notre capacité à pouvoir diffuser nos messages auprès de tous les types de lectorat. C'est notamment le travail exceptionnel de notre Département des interventions liées à l'actualité, mis sur pied il y a seulement deux ans, qui nous a permis d'obtenir un tel rayonnement.

# L'IEDM EN CHIFFRES



# 27 Publications

# 8 Notes économiques

# 3 Cahiers de recherche

# 16 Points

# 248 Textes d'opinion

**NOVEMBRE 2017**  
**SERVICES SANS FIL : LA RÉGLEMENTATION DOIT-ELLE FAVORISER LES REVENDEURS?**  
Par Martin Masse et Paul Reault

Le gouvernement canadien et le CRTC ont adopté diverses politiques au cours de la dernière décennie visant à accroître le nombre de joueurs dans le secteur des services sans fil. Bien que ces politiques aient permis de stimuler la concurrence, elles ont également entraîné une hausse des tarifs pour les consommateurs. Cette note examine les raisons de cette hausse et propose des mesures pour réduire les tarifs et favoriser la concurrence.

**MAI 2017**  
**L'ÉTAT DE LA CONCURRENCE DANS L'INDUSTRIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU CANADA - 2017**  
Par Martin Masse et Paul Reault

Cette publication présente les résultats de l'étude de l'état de la concurrence dans l'industrie des télécommunications au Canada en 2017. Elle examine les tendances de la concurrence, les défis rencontrés par les entreprises et les recommandations pour améliorer la concurrence.

**OPINION IMPÔT DES ENTREPRISES POURQUOI ATTENDRE LA RÉFORME FISCALE DE TRUMP?**  
L'INSTITUT ÉCONOMIQUE MONÉTARIE

Alors que le président américain annonce son intention de baisser l'impôt des entreprises, le ministre des Finances du Canada, Bill Morneau, cherche à augmenter celui des entreprises. Or, une baisse de cet impôt pourrait stimuler la compétitivité locale canadienne vis-à-vis de celle de son voisin, par exemple en réduisant le taux d'impôt proportionnel de 35 à 20 % pour tous les revenus distribués.

**JUILLET 2017**  
**LA CENTRALISATION EN SANTÉ : UNE RECETTE VOUÉE À L'ÉCHEC**  
Par Guyman Béland, avec la collaboration de Joanne Guay

Depuis trente ans, le problème de santé québécois connaît de multiples tentatives d'intervention, en particulier des temps d'attente importants dans les centres de soins, l'absence de soins et pour des chirurgies. Non seulement le problème d'accès à l'équipe de spécialistes de santé est-il toujours d'actualité, mais les coûts de santé augmentent de façon alarmante.

# 9664 Mentions médias

26 mentions par jour

# 20% DE PLUS QU'EN 2016

# 525 MENTIONS MÉDIAS À L'INTERNATIONAL

...



**Newsweek**  
U.S. World Business Tech & Science Culture Sports Health Opinion Green Energy Search

**TRUMP'S AMERICA FIRST TRADE POLICIES ARE FREAKING OUT CANADA'S TRUDEAU**

Donald Trump's support for Brexit in London

House Republicans Set American Trade Policy

Trump's America First Trade Policies Are Freaking Out Canada's Trudeau

Donald Trump's support for Brexit in London

House Republicans Set American Trade Policy

Trump's America First Trade Policies Are Freaking Out Canada's Trudeau



**Le Point**

**Canada: Les primes aux voitures électriques inefficaces contre les GES (étude)**

Par

Subventionner les voitures électriques au Canada ne les rend pas moins polluantes, selon une étude de l'Institut de la statistique du Québec. Cette étude a été publiée dans le journal "Energy Economics". Les chercheurs ont constaté que les primes accordées aux véhicules électriques ne suffisent pas à compenser les émissions de gaz à effet de serre liées à la production et à l'utilisation de ces véhicules.

Le gouvernement du Québec a financé une étude de l'Institut de la statistique du Québec sur les primes accordées aux véhicules électriques. Les chercheurs ont constaté que les primes accordées aux véhicules électriques ne suffisent pas à compenser les émissions de gaz à effet de serre liées à la production et à l'utilisation de ces véhicules.



**CatalunyaPRESS**

**La fugida d'empreses i un baix creixement del PIB van afectar a l'economia del Quebec després del referèndum de 1980**

Alfred Ballesteros

La fugida d'empreses i un baix creixement del PIB van afectar a l'economia del Quebec després del referèndum de 1980

Alfred Ballesteros

**Los Angeles Daily News**

**State wants to run the auto industry**

Submit a letter to the editor

Submit a letter to the editor

Submit a letter to the editor

**L'Argus**

**Voitures électriques : un institut canadien fustige les subventions**

Par

Un institut canadien a fustigé les subventions accordées aux voitures électriques. Les chercheurs ont constaté que ces subventions ne suffisent pas à compenser les émissions de gaz à effet de serre liées à la production et à l'utilisation de ces véhicules.

**El Comercio**

**El 'efecto Quebec': cientos de empresas se fueron por un referéndum y no volvieron**

El 'efecto Quebec': cientos de empresas se fueron por un referéndum y no volvieron

**OILPRICE**

**Electric Vehicles No Threat to Oil Prices Anytime Soon**

Electric Vehicles No Threat to Oil Prices Anytime Soon

**L'Économiste**

**La Maison Blanche exclut un retrait précipité des États-Unis de l'Alema**

La Maison Blanche exclut un retrait précipité des États-Unis de l'Alema

**EL PAIS**

**El éxito que vivió Montreal cuando se celebró un referéndum**

El éxito que vivió Montreal cuando se celebró un referéndum

# QUELQUES EXTRAITS TIRÉS DE NOS TEXTES D'OPINION

...

23 mars 2017



## Échanger la gestion de l'offre contre le bois d'oeuvre

LA  
PRESSE+

Les barrières commerciales n'ont jamais enrichi qu'un petit nombre au détriment de la vaste majorité. Éliminer celles qui subsistent dans les secteurs agricoles sous gestion de l'offre et celle du bois d'oeuvre serait profitable tant pour les consommateurs que pour les producteurs.

27 mars 2017



## Québec doit réduire les impôts

leSoleil

Le résultat final est que le Québec continue d'être la province canadienne où les citoyens sont les plus imposés. En ce qui a trait aux recettes provenant de l'impôt sur le revenu, le Québec se situerait au deuxième rang des pays les plus imposés de l'OCDE, devancé seulement par le Danemark.

11 septembre 2017



## Small biz will bear brunt of Liberals' blindside

TORONTO  
SUN

It's important to see past the lens of government rhetoric in this reform. Class warfare is a distraction. If it looks like a duck and quacks like a duck, it's most likely a duck; if it increases taxes on small businesses, it is most likely a tax increase on small businesses.

6 mai 2017



## SAQ : avant de privatiser, libéraliser !

les affaires

Le monopole de l'État sur la vente d'alcool a été mis en place à l'époque de la prohibition et ne répond plus à aucun objectif rationnel. Il n'est pas à l'avantage des consommateurs, et il empêche l'entrepreneuriat et l'innovation dans ce marché.

19 octobre 2017



## Le puissant Fonds vert ou le « puits sans fond » vert ?

LE JOURNAL  
DE MONTRÉAL

Le Fonds vert est un immense gaspillage de ressources. Il est temps de le faire disparaître et de retourner son encaisse à ceux qui l'ont financé, sous la forme d'impôts plus faibles.

7 mars 2017



## Licence to kill

NATIONAL POST

Governments would be better off ensuring the proper functioning and the credibility of existing institutions rather than adding a notion as subjective and arbitrary as social licence to our democratic processes.

17 octobre 2017



## Quebec can learn from Swedish hospital on wait times

MONTREAL  
GAZETTE

Only one per cent of patients at Saint Göran spend more than eight hours in emergency; in Quebec, 1.6 per cent wait 48 hours or more.

9 janvier 2017



## The CRTC doesn't need to meddle in Canada's broadband market

THE  
GLOBE  
AND  
MAIL

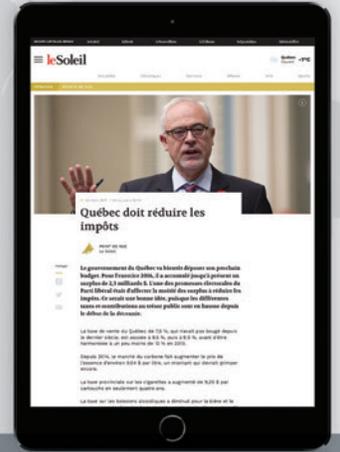
Canada's broadband market is already very healthy and competitive, and does not require additional interventions on the part of the CRTC. Its decision to create a new funding mechanism for the development of broadband in rural and remote areas is yet another example of its central-planning mindset.



# AU QUÉBEC NOS EFFORTS PORTENT LEURS FRUITS

...

Les cas où notre contribution a eu une influence concrète sur la tournure des débats sont de plus en plus nombreux, particulièrement au Québec. Au cours des dernières années, une série de décisions gouvernementales ont été annoncées qui s'inspirent clairement de solutions que nous avons proposées. C'est le cas entre autres en ce qui a trait au financement à l'activité des hôpitaux, à l'arrêt de nouveaux contrats coûteux d'Hydro-Québec pour la production d'énergie éolienne, à l'expansion des responsabilités des superinfirmières, au recours à des cadets pour gérer la circulation à Montréal afin de réduire les coûts des services de police et au plan de transition dans l'industrie du taxi au Québec avec l'arrivée d'Uber.



L'IEDM a aussi sans aucun doute contribué à l'amélioration de la situation globale des finances publiques au Québec en s'assurant depuis près de deux décennies que les thèmes de l'équilibre budgétaire et de la responsabilité fiscale soient considérés comme des priorités par la population et les décideurs. Nous avons été l'une des seules organisations au Québec à marteler ce message systématiquement.

Et encore une fois pendant la dernière année, nous avons été l'une des rares voix à expliquer pourquoi il était important pour le gouvernement d'honorer sa promesse de réduire les impôts advenant un surplus budgétaire, ce qu'il a d'ailleurs fait en novembre dernier.

**« Selon le sondage, 84 % se disent d'accord pour que les Québécois aient le droit d'acheter du vin au Canada, ou ailleurs, sans passer par la SAQ. »**

Sondage Léger, 27 avril 2017

Depuis une douzaine d'années, l'IEDM est intervenu à plusieurs reprises pour proposer d'ouvrir le marché de la vente d'alcool au Québec. Un Cahier de recherche lancé en 2005 avait mis le sujet à l'ordre du jour et suscité un intense débat pendant plusieurs semaines, qui s'est poursuivi au fil des ans. Alors que le gouvernement étudie enfin divers scénarios pour mettre fin au monopole de la SAQ, un sondage Léger, commandé par l'IEDM, a permis d'appuyer cette volonté de réforme en montrant qu'une forte majorité de Québécois appuient la libéralisation du commerce de l'alcool au Québec.

Nous avons frappé deux « coups de circuit » avec des publications étoffées sur les véhicules électriques. Celles-ci ont généré plus de 1300 mentions médiatiques et de nombreuses entrevues dans les mois qui ont suivi, non seulement au Québec mais à travers le Canada et même un peu partout dans le monde. Elles comptent sans aucun doute parmi nos publications qui ont eu le plus d'impact en 2017.

La première montrait que les subventions accordées par les gouvernements du Québec et de l'Ontario pour l'achat de tels véhicules sont un gaspillage de fonds publics et qu'il s'agit de la façon la moins efficace et la plus coûteuse de réduire les émissions de gaz à effets de serre. Nous sommes revenus à la charge quelques semaines plus tard en expliquant pourquoi les quotas de vente de voitures électriques imposés aux fabricants vont augmenter à terme le coût des voitures conventionnelles, ce qui s'apparente à une nouvelle taxe pour les consommateurs.

Nos chercheurs ont aussi profité de l'occasion, en entrevue et dans des billets de blogue, pour critiquer les subventions accordées par la Ville de Montréal à la course de Formule E, une autre intervention inefficace et coûteuse des pouvoirs publics visant à promouvoir les voitures électriques. L'une des premières mesures de la nouvelle administration municipale de Montréal, dans les jours suivant son élection, a d'ailleurs été de mettre fin à l'événement.

**L'impact exceptionnel de ces interventions sur les voitures électriques montre à quel point il existe un appétit pour des analyses qui se concentrent sur les résultats concrets des politiques publiques plutôt que sur les bonnes intentions et les modes intellectuelles.**

L'éducation et la santé, qui constituent les deux principaux champs de dépense du gouvernement provincial, continuent d'être au cœur des préoccupations des Québécois, tout comme de l'IEDM. Nous avons beaucoup fait jaser avec une Note économique qui illustre, chiffres à l'appui, que les dépenses publiques en éducation ont bondi au cours des dix dernières années pendant que le nombre d'élèves diminuait et que les résultats scolaires s'amélioraient à peine. L'IEDM a montré qu'il est grandement temps de remettre en question nos façons de faire.

Quatorze ans après notre première publication sur l'exemple des réformes de la santé en Suède, nous avons réexaminé le sujet avec deux publications. La première a décrit comment

le système de santé suédois, où des cliniques et hôpitaux privés et publics se côtoient et se font concurrence dans un système universel décentralisé, procure un meilleur accès aux soins que le système canadien, qui est fondé sur un monopole public et une centralisation de la gestion. La seconde a donné l'exemple d'un hôpital de Stockholm, Saint Göran, financé par l'État mais géré par une entreprise privée. Les temps d'attente à l'urgence de cet hôpital sont remarquablement courts, alors que toutes les tentatives pour les réduire significativement échouent depuis des années au Québec. Ces deux publications ont montré encore une fois qu'il est possible d'offrir une prestation de soins efficace, intégrant la contribution du secteur privé, dans un système qui reste accessible à tous.

**« C'est maintenant 65 % des Québécois – 2 sur 3 – qui préfèrent que le pétrole importé par le Québec provienne de l'Ouest canadien. »**

Sondage Léger, 17 mai 2017

Enfin, nous avons effectué en mai un sondage sur la perception que les Québécois ont du pétrole, montrant que de plus en plus d'entre eux privilégient l'importation de pétrole de l'Ouest canadien. Plus de la moitié favorisent le développement des ressources pétrolières au Québec, et le pipeline est toujours choisi comme moyen de transport le plus sécuritaire. Pourtant, l'opinion de ces Québécois est rarement reflétée dans les médias. L'IEDM contribue à ce que les élus tiennent compte de ces points de vue de la majorité silencieuse lorsque vient le temps de mettre en place des politiques publiques.



**TVA**

**IEDM**

# MÉDIAS SOCIAUX

...

## L'IEDM accroît sa présence

Nous avons intensifié notre présence sur les plateformes Facebook et Twitter afin d'accroître notre nombre d'abonnés et de mieux diffuser nos messages. Nous misons davantage sur des publications plus adaptées à ces plateformes, comme de courtes vidéos et des caricatures. Cette année, trois de nos campagnes, diffusées dans les deux langues, ainsi qu'une caricature, ont particulièrement bien fonctionné.



**Institut économique de Montréal** 7 avril 2017 · 🌐

Nous avons mis à jour notre compteur de la dette. Il tourne un petit peu moins vite cette année, mais la dette du secteur public demeure très élevée. Pour en savoir plus, visitez notre site web : <http://www.iedm.org/fr/57-compteur-de-la-dette-quebecoise>

👍 Aimer la Page

👍 J'aime    💬 Commenter    ➦ Partager    📺 Buffer

### Campagne « Savez-vous à combien s'élève la dette du Québec ? »

(avril 2017)

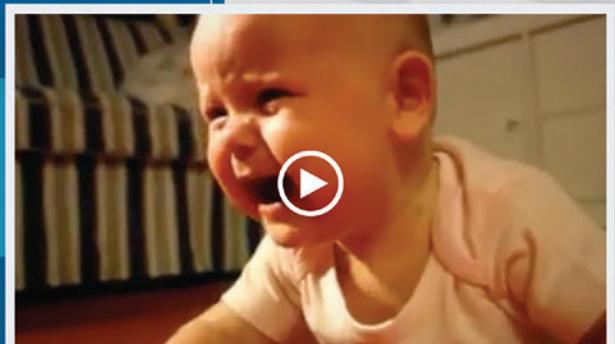


**33 300**  
visionnements

**425**  
interactions

### Campagne « Bébé contre la dette »

(mars 2017)



**Institut économique de Montréal** 15 mars 2017 · 🌐

À l'approche du budget provincial, l'IEDM rappelle au ministre Leitaõ de penser à nos générations futures. Le Québec ne peut plus se permettre de payer des services avec la « carte de crédit » que nos enfants devront rembourser. Pour plus d'information, visitez [www.bebescontreladette.ca](http://www.bebescontreladette.ca)

👍 Aimer la Page

👍 J'aime    💬 Commenter    ➦ Partager    📺 Buffer



**40 000**  
visionnements

**400**  
interactions



## Caricature : « Grève étudiante, 5 ans plus tard – l'IEDM se souvient »

(mars 2017)

**22 000**

personnes atteintes

**400**

interactions



**IEDM** Institut économique de Montréal  
 J'aime cette Page · 14 février 2017 · 🌐

13 mars 2012 : les bureaux de l'IEDM sont pris d'assaut par une quarantaine de casseurs cagoulés, plusieurs munis de bâtons et de cannettes de peinture. Des graffitis sont peints sur les murs et les individus scandent « le vent de droite ne passera pas ». Les employés, sous le choc, alertent les autorités. Les policiers débordés arrivent 30 minutes plus tard, dispersent les casseurs sans toutefois effectuer d'arrestation. L'IEDM a été pris pour cible simplement pour s'être exprimé dans un débat public sur la hausse des droits de scolarité.



## Campagne « L'énergie au service de la prospérité »

(décembre 2017)

**92 500**

visionnements

**5816**

interactions



**IEDM** Institut économique de Montréal  
 12 décembre 2017 · 🌐

Aimer la Page

Il est temps d'aider l'économie canadienne à prospérer! Manifestez votre appui en partageant cette vidéo.

J'aime Commenter Partager Buffer



## AU CANADA LES DÉFIS DEMEURENT NOMBREUX

...

Bien que la situation s'améliore à certains égards au Québec sur le plan des politiques publiques, ce n'est pas le cas partout au Canada. Par exemple, le retour des déficits dans les finances fédérales et la multiplication de politiques qui nuisent à la création de richesse dans certaines provinces montrent que les défis à relever demeurent nombreux.

En 2017, nous avons publié un volumineux Cahier de recherche sur le secteur pétrolier et gazier canadien. Alors qu'ils diminuent aux États-Unis, la réglementation et le fardeau fiscal excessifs qui s'appliquent à ce secteur continuent d'augmenter au Canada, ce qui place l'industrie canadienne en mauvaise posture concurrentielle. Ce Cahier a généré plus d'une centaine de mentions médiatiques à travers le pays. Le cabinet du ministre des Ressources naturelles Jim Carr a d'ailleurs communiqué avec nous pour connaître les détails de ce rapport.

L'une des priorités de l'IEDM est d'expliquer comment créer un climat d'affaire propice à la création de richesse. Dans cette optique, nous avons publié une Note économique montrant que l'impôt sur le gain en capital est particulièrement nuisible pour les investissements privés et, conséquemment, pour la croissance économique en général. Alors que l'incertitude demeure à Ottawa sur une possible hausse de cet impôt, nos chercheurs ont soutenu qu'un changement de politique devrait plutôt aller dans la direction opposée, comme certains pays l'ont fait, en le réduisant ou même en l'abolissant. Trois sénateurs nous ont écrit après avoir reçu la publication pour nous dire que cette proposition nourrirait certainement leur réflexion.



**Notre expérience de près de deux décennies pour faire bouger les choses au Québec nous place dans une position idéale pour appuyer ceux qui luttent pour de meilleures politiques publiques à Ottawa et ailleurs au pays. La voix du Québec que nous sommes réussit en effet de plus en plus à faire évoluer le climat d'opinion à l'extérieur du Québec.**

Afin d'améliorer les systèmes de santé provinciaux au pays, nous avons montré qu'Ottawa devrait se retirer du financement de la santé, transférer plutôt des points d'impôt équivalents aux provinces, et laisser les gouvernements provinciaux décider eux-mêmes des meilleures façons de fournir les services à leurs citoyens. Cette autonomie accrue favoriserait l'innovation et l'émulation des meilleures pratiques dans un secteur qui en a bien besoin. Comme c'est le cas depuis plusieurs années, l'IEDM a été au cœur du

débat sur la gestion de l'offre dans les secteurs du lait, de la volaille et des œufs, en proposant une solution concrète pour y mettre fin. Dans une publication qui a fait beaucoup de bruit, nous avons suggéré de verser une indemnité aux agriculteurs touchés en contrepartie du démantèlement de ce système injuste et coûteux pour les consommateurs. Pendant les négociations entourant l'ALÉNA, alors que les États-Unis réclamaient l'abolition de la gestion de l'offre, nous avons publié un communiqué invitant Ottawa à saisir cette opportunité

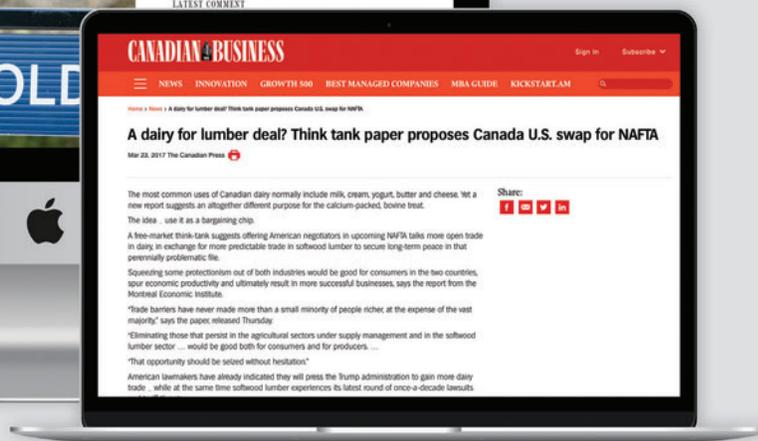
et à demander en retour un plein accès aux marchés américains de l'automobile et du bois d'œuvre. Selon nos contacts, nos interventions dans ce dossier se sont retrouvées sur les bureaux des plus hautes instances du gouvernement canadien.

Nous avons d'ailleurs réagi à plusieurs reprises lors des négociations de l'ALÉNA sous forme de communiqués de presse, de textes d'opinion et de billets de blogue. L'IEDM a aussi organisé en mars 2017 une table ronde à Washington réunissant des acteurs et décideurs influents des deux pays afin de discuter des relations Canada—États-Unis et de l'éternel conflit du bois d'œuvre dans le cadre de la renégociation de l'ALÉNA. Toujours à Washington, nous avons facilité des échanges, par l'entremise d'un think tank américain, entre des experts canadiens et des membres du gouvernement américain intéressés par l'expérience canadienne de recours au secteur privé pour la fourniture de services de sécurité dans les aéroports. Dans la foulée du conflit entre Boeing et Bombardier,

nous avons également publié une analyse montrant que le Canada a fortement intérêt à proposer un nouvel accord international dans le secteur aéronautique afin d'éviter une ruineuse course aux subventions.

Parmi les autres sujets d'intérêt pancanadien, l'IEDM a aussi lancé en mai son édition 2017 de *L'état de la concurrence dans l'industrie des télécommunications au Canada*, un Cahier de recherche publié depuis quatre ans qui est devenu un document de référence pour tous

ceux qui s'intéressent à cette industrie. Les deux coauteurs ont de nouveau expliqué pourquoi il est essentiel d'adopter des politiques qui favorisent les investissements dans ce domaine, puisque des milliards de dollars seront nécessaires pour que le Canada reste à l'avant-garde avec l'arrivée de la technologie 5G et de l'Internet des objets.



# UNE PREMIÈRE DANS L'HISTOIRE DE L'INSTITUT

...



Pour la première fois de son histoire, l'IEDM est intervenu à la Cour suprême dans le cadre de la cause Comeau sur les barrières au commerce interprovincial. M. Comeau est ce citoyen du Nouveau-Brunswick qui a été mis à l'amende pour avoir « importé » une trop grande quantité d'alcool acheté au Québec. En collaboration avec deux autres organisations, l'Atlantic Institute for Market Studies (AIMS) et la Canadian Constitution Foundation (CCF), nous avons fait valoir nos arguments devant la plus haute instance juridique du pays, qui devra décider si les Canadiens ont le droit de transporter d'une province à une autre tout produit acheté légalement. Si la décision est positive, plusieurs monopoles d'État provinciaux, comme ceux de l'alcool, pourraient notamment devoir se frotter à la concurrence.

Afin de donner le coup d'envoi à cette initiative, nous avons rendu public le 28 novembre un sondage réalisé par la firme Ipsos qui montre qu'une écrasante majorité de Canadiens considèrent qu'ils devraient pouvoir acheter et transporter tout produit légal d'une province à l'autre.

Une semaine plus tard, nous sommes revenus à la charge avec une publication expliquant les effets néfastes pour la prospérité du Canada du protectionnisme entre les provinces.

Nos interventions sur la cause Comeau ont généré pas moins de **600 mentions médiatiques**. Pour poursuivre notre travail d'éducation économique dans ce dossier, nous avons aussi lancé une campagne d'information et de promotion

sur les médias sociaux, comprenant notamment un site web et une page Facebook intitulés « Un pays, une économie ». Cette campagne, réalisée elle aussi en collaboration avec AIMS et CCF, se poursuivra tout au long de l'année 2018.

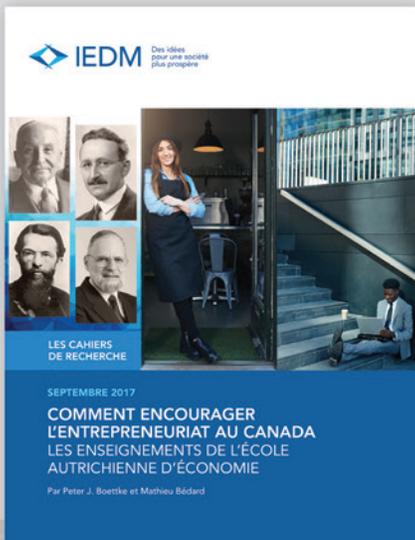
Ces exemples, et plusieurs autres, montrent que nous pouvons faire une différence au Canada. Nous avons toutefois beaucoup de pain sur la planche et il faut parfois des années de travail assidu pour faire évoluer l'opinion publique avant d'obtenir des résultats dans un dossier précis. Nos chercheurs poursuivront leurs efforts d'éducation pour promouvoir des politiques publiques canadiennes guidées par des principes de liberté d'entreprise, de fiscalité légère et de réglementation souple. Bref, l'IEDM va continuer de faire bouger les choses au bénéfice de tous les Canadiens et de viser des résultats concrets, comme il le fait depuis près de deux décennies pour les Québécois.

« Les Canadiens sont catégoriques : 89 % d'entre eux considèrent qu'ils devraient pouvoir acheter et transporter n'importe quel produit légal d'une province à l'autre. »



# INITIATIVE ENTREPRENEURIAT

...



Dans le cadre d'une initiative de l'IEDM pour favoriser l'entrepreneuriat, nos chercheurs ont produit un volumineux Cahier de recherche sur ce thème cher à l'Institut et à plusieurs d'entre vous. Cette publication fait notamment un survol de la littérature empirique portant sur les politiques et institutions qui influencent l'entrepreneuriat. Les auteurs expliquent également en quoi les analyses des économistes de l'école autrichienne d'économie (Hayek, Mises, Kirzner, etc.) permettent de mieux comprendre la nature de l'entrepreneuriat que celles d'autres écoles de pensée. Enfin, même si le Canada fait relativement bonne figure à l'échelle mondiale, le Cahier s'est penché sur les politiques publiques canadiennes qui auraient besoin d'être réformées pour cesser de freiner l'entrepreneuriat.

Deux événements, l'un à l'université McGill et l'autre à l'Université de Calgary, ont été organisés avec les coauteurs du Cahier pour faire la promotion des politiques publiques qui encouragent l'entrepreneuriat. Notre chercheur Mathieu Bédard partageait ainsi la scène avec Peter Boettke, réputé professeur à l'Université George Mason en Virginie. L'objectif était de rejoindre des étudiants et de les intéresser à cette question, et ce fut mission accomplie.

## Comment favoriser la création d'entreprises au Canada (Montréal) - 19 septembre 2017



Peter J. Boettke

## Comment favoriser la création d'entreprises au Canada (Calgary) - 21 septembre 2017



Mathieu Bédard



## Entrepreneurship and Economic Freedom: What Are the Cold, Hard Facts? - Mars à novembre 2017

Mathieu Bédard, économiste à l'IEDM et titulaire d'un doctorat de l'université d'Aix-Marseille, a effectué en 2017 une tournée des universités canadiennes afin de présenter son étude *Entrepreneuriat et liberté économique* auprès des entrepreneurs et décideurs de demain.

## Lunch Talk on Entrepreneurship - 22 mars 2017

Magatte Wade, femme d'affaires sénégalaise réputée, nommée en 2011 par *Forbes* l'une des 20 jeunes Africaines les plus influentes, et Mathieu Bédard étaient tous deux invités par la Haskayne School of Business de l'Université de Calgary à faire une présentation sur l'entrepreneuriat aux étudiants du MBA.

## DE NOUVEAUX OBJECTIFS POUR L'IEDM

...



Historiquement, nous avons toujours été des fournisseurs de contenu aux médias. Cela a toujours été notre force et ce l'est plus que jamais. Mais l'IEDM veut aller plus loin. Le but ultime de notre travail n'est pas de voir notre nom le plus souvent possible dans les médias, mais plutôt l'adoption de meilleures politiques publiques. Et pour y arriver, il faut aussi améliorer notre travail sur le terrain. C'est la nouvelle étape envisagée dans notre développement que je mentionnais en introduction.

Concrètement, ce travail de terrain consiste tout d'abord à développer des relations avec des gens issus d'organisations susceptibles d'être des alliées dans certains dossiers, que ce soit pour assurer le libre commerce entre les provinces, comme nous l'avons fait avec grand succès en 2017 avec la cause Comeau, ou encore pour favoriser l'entrepreneuriat en santé et en éducation, ou mieux gérer les finances publiques. Cela nous permettra de multiplier notre force de frappe intellectuelle, organisationnelle et médiatique, et de rejoindre beaucoup plus de Canadiens.

Nous souhaitons aussi développer des échanges personnels plus directs avec les décideurs. Il est tout à fait possible, tout en préservant notre indépendance et notre caractère non partisan, d'avoir une conversation enrichissante avec des élus, leurs conseillers et des fonctionnaires qui souhaitent nous rencontrer, afin de leur expliquer les conclusions de nos études dans tel ou tel dossier.

L'éducation économique demeurera bien sûr une mission essentielle à laquelle s'ajoutera ce travail de terrain. C'est en effet en changeant le climat d'opinion à long terme, en éduquant les électeurs et en leur donnant une voix que l'on s'assure d'une plus grande écoute de la part des gouvernements.

Nous avons déjà commencé à développer ces relations mais ces efforts, bien qu'utiles, ont été faits jusqu'ici sur une base ponctuelle puisque la vaste majorité de nos ressources sont toujours consacrées à la recherche et aux communications. J'invite nos donateurs à embrasser ce projet d'expansion et à nous appuyer afin d'exécuter cette mission de façon régulière et systématique. Dans les mois qui viennent, nous serons à la recherche de financement pour développer davantage ce travail de terrain.

# L'IEDM TOUJOURS EN EXCELLENTE SANTÉ FINANCIÈRE

...

En tant qu'organisme sans but lucratif qui ne sollicite ni ne reçoit aucun financement public, l'IEDM dépend entièrement de ses généreux donateurs. Grâce à eux, l'IEDM demeure en bonne santé financière et ses recettes continuent de croître. Elles ont atteint un autre niveau record l'année dernière. En 2017, les revenus totaux de l'IEDM se sont élevés à 2 808 607 \$, ce qui représente une augmentation de 2 % par rapport à 2016. Les dépenses ont été de 2 579 881 \$, une augmentation de 13 %. Le surplus dégagé s'élève à 228 726 \$. Ce surplus servira à bonifier notre réserve financière de façon à ce qu'elle se rapproche d'un montant équivalent à douze mois d'opérations, tel que le recommandent les meilleures pratiques applicables à la gestion des think tanks. Nous en sommes actuellement à une réserve équivalente à presque onze mois d'opération.

Les astres s'enlignent afin que l'IEDM connaisse de nouveau une belle croissance de ses revenus en 2018. Toutefois, nous savons d'ores et déjà qu'une fondation canadienne importante spécialisée dans le financement d'organismes de recherche et d'éducation comme l'IEDM cessera ses activités à partir de 2019. Or, cette fondation est l'un des principaux donateurs de notre organisation (représentant environ 8 % de notre budget annuel). Bref, il nous faudra demeurer vigilant et nous aurons alors besoin de l'appui renouvelé de nos supporteurs actuels. Grâce à vous, l'IEDM pourra continuer d'atteindre de nouveaux plateaux d'influence en produisant et diffusant son capital intellectuel, dont les principales conclusions confirment l'importance de l'entrepreneuriat et d'une saine gestion des finances publiques.



PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

## ÉVÉNEMENTS ET PRÉSENTATIONS 2017

...

### **Débat lors de la course à la chefferie du Parti conservateur du Canada** | 17 janvier 2017

Pascale Déry, vice-présidente, Communications et développement a agi à titre de modératrice lors du débat en français des candidats à la chefferie du PCC, à Montréal.

### **L'impact de la dette sur le Québec** | 24 février 2017

Participation de Yuri Chassin, alors économiste et directeur de la recherche, à un panel dans le cadre de la Conférence Manning 2017, à Ottawa.

### **Financement du réseau : point de vue des instituts de recherche économique** | 8 mars 2017

Participation de Germain Belzile, chercheur associé senior, à une table ronde dans le cadre du colloque Construire l'enseignement supérieur de demain, organisé par la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval.

### **Séance de mobilisation pour la modernisation de l'ONÉ** | 28 mars 2017

Présentation de Germain Belzile, chercheur associé senior, lors de la consultation nationale tenue par le gouvernement fédéral à Montréal dans le cadre de son initiative de réforme et de modernisation de l'Office national de l'énergie.

### **La nouvelle administration américaine et les inquiétudes qu'elle soulève** | 5 avril 2017

Conférence de Germain Belzile, chercheur associé senior, présentée dans le cadre de la Semaine des sciences humaines, devant les étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe.

### **Technologies propres dans les secteurs des ressources naturelles du Canada** | 13 avril 2017

Comparution de Germain Belzile, chercheur associé senior, devant le Comité permanent de la Chambre des communes.

### **La responsabilité sociale et l'acceptabilité sociale dans les grands projets de transport maritime** | 20 avril 2017

Présentation de Germain Belzile, chercheur associé senior, devant la Société de développement économique du Saint-Laurent sur la question de l'acceptabilité sociale et de l'importance d'avoir des processus d'approbation clairs et prévisibles.

**Les 100 premiers jours de l'administration Trump** | 11 mai 2017

Pour la première édition de sa Série de conférences Ian Soutar, présentée par Pembroke Management, l'IEDM a reçu John Fund, chroniqueur aux affaires nationales pour le magazine américain *National Review*.

**Free Markets, Entrepreneurship and Freedom of Media** | 27 mai 2017

Présentation de Michel Kelly-Gagnon, président et directeur général, sur la question de la liberté de presse et de la liberté économique lors d'un forum de discussion à Athènes réunissant des acteurs régionaux de la scène médiatique et professionnelle des Balkans et de la Turquie, organisé par Greek Liberties Monitor.

**Nouvelle ère de sécurité : Innover pour mieux desservir** | 1<sup>er</sup> juin 2017

Présentation de Mathieu Bédard, économiste, sur l'apport grandissant des agences privées de sécurité, dans le cadre d'une conférence organisée par la Chambre de commerce du Canada.

**La liberté et ses ennemis** | 14 septembre 2017

Pour l'édition 2017 de sa Série de conférences George Lengvari Sr, l'IEDM a reçu John Stossel, journaliste récipiendaire de 19 Emmy Awards. La présentation portait sur les bienfaits de la liberté économique et de l'État de droit.

**La compétitivité de l'industrie canadienne du pétrole et du gaz** | 30 octobre 2017

Germain Belzile, chercheur associé senior, était invité à présenter son Cahier de recherche intitulé *Le secteur pétrolier et gazier canadien en péril? Comment les taxes et la réglementation excessives menacent notre compétitivité*, devant les membres de l'Association pétrolière et gazière du Québec lors de leur conférence annuelle.

**Philanthropic Tensions: Getters and Givers** | 7 novembre 2017

Michel Kelly-Gagnon, président et directeur général, était invité à livrer l'allocution principale à une séance plénière lors de l'Atlas Network Liberty Forum 2017 à New York.



**IEDM**

Des idées  
pour une société  
plus prospère

910, rue Peel, bureau 600  
Montréal (Québec) H3C 2H8  
T 514.273.0969 F 514.273.2581

[iedm.org](http://iedm.org)